

Étude Empirique sur l'Éducation Financière au Maroc : Conformité aux Normes de l'OCDE

Empirical Study on Financial Education in Morocco: Compliance with OECD Standards

Yassine OURAHOU, (Doctorant)

*Laboratoire de Recherche Prospective en Finance et Gestion (LRPFG), Maroc
École Nationale de Commerce et de Gestion Casablanca
Université Hassan II de Casablanca- Maroc*

Youssef SAID, (Enseignant chercheur)

*Laboratoire de Recherche Prospective en Finance et Gestion (LRPFG), Maroc
École Nationale de Commerce et de Gestion Casablanca
Université Hassan II de Casablanca- Maroc*

Hanane JAFI, (Doctorante)

*Laboratoire de Recherche Prospective en Finance et Gestion (LRPFG), Maroc
École Nationale de Commerce et de Gestion Casablanca
Université Hassan II de Casablanca- Maroc*

Assia KAMOUNE, (Doctorante)

*Laboratoire de Recherche Prospective en Finance et Gestion (LRPFG), Maroc
École Nationale de Commerce et de Gestion Casablanca
Université Hassan II de Casablanca- Maroc*

Adresse de correspondance :	ENCG Casablanca 2725 Rte des Chaux et Ciments, Université Hassan II Maroc (Casablanca) 05 22 66 08 52
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	OURAHOU, Y., SAID, Y., JAFI, H., & KAMOUNE, A. (2024). Étude Empirique sur l'Éducation Financière au Maroc : Conformité aux Normes de l'OCDE. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 5(3), 1-28. https://doi.org/10.5281/zenodo.10798932
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: February 02, 2024

Accepted: Mars 07, 2024

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 5, Issue 3 (2024)

Étude Empirique sur l'Éducation Financière au Maroc : Conformité aux Normes de l'OCDE

Résumé :

Au cours des dernières années, des préoccupations croissantes ont émergé quant au niveau de compréhension financière des consommateurs à travers le monde. Sur un échantillon de 1000 personnes interrogées au Maroc, il est révélé que le niveau d'éducation financière des Marocains demeure faible, se situant en dessous de la moyenne de l'OCDE. Ce qui explique la qualité des décisions financières prises qui semblent irrationnelles. Cette situation est exacerbée par des problèmes tels que le taux élevé de non-remboursement de crédits au Maroc, malgré un taux de bancarisation respectable, ainsi que l'accès à des formes de financement onéreuses alors que des alternatives moins coûteuses sont disponibles. La gestion et la planification budgétaire, ainsi que celle de la retraite, posent également problème. Ces lacunes majeures sont principalement imputables au manque de connaissances, de compétences et d'attitudes financières chez les consommateurs marocains, résultant principalement d'une asymétrie et d'une insuffisance d'informations sur les concepts et instruments financiers nécessaires à des décisions éclairées et rationnelles. Actuellement, la communauté internationale reconnaît unanimement la nécessité de l'éducation financière comme un pilier essentiel pour chaque citoyen. Cette exigence impérieuse découle principalement de la pression croissante en matière de consommation, qui touche désormais également les jeunes à l'échelle mondiale, et de la complexification croissante des produits et services financiers. Bien que l'élaboration d'une solution universelle reste un défi, la plupart des nations les plus avancées dans ce domaine ont choisi d'adopter les lignes directrices suggérées par l'OCDE. Cette approche vise à mieux répondre aux défis actuels, dans un contexte mondial de plus en plus complexe.

Mots-clés : Education financière, retraite, décisions financières, planification.

Classification JEL : I22, I23

Type de l'article : Recherche Empirique

Abstract:

In recent years, increasing concerns have emerged regarding the level of financial literacy among consumers worldwide. In a sample of 1000 respondents in Morocco, it is revealed that Moroccans' level of financial education remains low, falling below the OECD average. These consumers are often inclined to make financial decisions that appear irrational. This situation is exacerbated by issues such as the high rate of non-repayment of loans in Morocco, despite a respectable level of banking penetration, as well as access to expensive forms of financing when cheaper alternatives are available. Budget management, retirement planning, and financial planning also pose challenges. These major shortcomings are primarily attributable to a lack of knowledge, skills, and financial attitudes among Moroccan consumers, mainly resulting from an asymmetry and insufficiency of information on the concepts and financial instruments necessary for informed and rational decision-making. Currently, the international community unanimously recognizes the necessity of financial education as an essential pillar for every citizen. This pressing requirement stems mainly from the increasing consumption pressure, which now also affects young people globally, and the growing complexity of financial products and services. Although developing a universal solution remains a challenge, most advanced nations in this field have chosen to adopt the guidelines suggested by the OECD. This approach aims to better address current challenges, in an increasingly complex global context.

Keywords: Financial education, retirement, financial decisions, planning.

JEL Classification : I22, I23

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

La recherche sur l'éducation financière s'est développée depuis la crise financière des subprimes. Il est de plus en plus important de nos jours de comprendre comment les individus prennent des décisions financières et traitent les informations financières. Ce besoin s'est aggravé dans une situation caractérisée par la privatisation du système de retraite, la libéralisation du marché du crédit et l'expansion du crédit Guiso et Sodini (2012). La responsabilité individuelle est de plus en plus lourde dans un contexte où l'accès demeure facile pour les ménages à faible revenu pour bénéficier d'une diversité croissante des produits et services financiers Shiller (2008). La crise des subprimes a illustré les graves conséquences des mauvaises décisions financières prises par les individus sur l'économie mondiale. Ainsi, l'intérêt croissant pour l'éducation financière est étroitement lié à un environnement où la responsabilité individuelle est renforcée. La littérature sur les coups de coude Sunstein et Thaler (2008) fait partie de ce mouvement, l'idée est de rendre plus facile pour les gens de prendre des décisions bénéfiques pour eux-mêmes et pour la société, tout en préservant leur liberté de choix. Pendant longtemps, l'étude de la finance des ménages s'est appuyée sur la théorie traditionnelle de l'épargne pour examiner les comportements financiers individuels. Cette théorie se base sur deux principes fondamentaux : l'hypothèse du cycle de vie développée par Modigliani et Brumberg (1954) et la théorie du choix de portefeuille optimal proposée par Merton (1971). Cependant, ces approches ont fait l'objet de vives critiques, ce qui a conduit à l'émergence du paradigme comportemental. Celui-ci intègre des éléments psychologiques et comportementaux dans l'analyse des décisions d'épargne, mettant en évidence divers biais cognitifs et émotionnels susceptibles d'influencer les choix individuels. Parmi ces biais, on peut citer l'aversion à la perte, l'effet de statu quo, la procrastination et l'effet de levier social, où les décisions financières des individus sont influencées par le comportement de leur entourage.

En conséquence, il est impératif d'établir une évaluation du niveau d'éducation des citoyens marocains conformément aux normes internationales, notamment celles de l'OCDE. En répondant principalement à ces questions : Quel est le niveau d'éducation financière des citoyens au Maroc ? et qui en a le moins ?

Avant d'aborder cette étape, il est nécessaire de commencer par définir l'éducation financière. Ensuite, nous présenterons les fondements théoriques et le cadre conceptuel de l'éducation financière. Suivi d'une exposition de la méthodologie adoptée, les données et la spécification du modèle économétrique. Nous examinerons ensuite la situation de l'éducation financière à l'échelle internationale avant de nous concentrer sur une étude réalisée auprès des citoyens marocains, conformément aux normes internationales de l'OCDE, afin d'établir une référence comparative.

2. Définir l'éducation financière

La définition de l'éducation financière a suivi plusieurs modifications au fil des décennies, reflétant les changements économiques et sociaux. Ci-dessous, une présentation de l'évolution de l'éducation financière :

2.1 Avant le 20e siècle : L'apprentissage familial informel

L'éducation financière était traditionnellement un héritage familial, transmis principalement de manière informelle au sein des foyers. Cette transmission reposait largement sur l'expérience pratique acquise au fil du temps, ainsi que sur les enseignements prodigués au sein de la famille. Les connaissances financières étaient souvent transmises de génération en génération, formant ainsi un héritage précieux qui aidait les individus à naviguer dans les complexités du monde

financier. Cette approche, bien qu'efficace pour certains, pouvait cependant laisser de nombreuses personnes sans les compétences nécessaires pour prendre des décisions financières éclairées.

2.2 Années 1920-1930 : Les débuts de l'éducation financière formelle

Les premiers programmes formels d'éducation financière ont commencé à émerger pendant cette période, en réponse à l'instabilité économique croissante. Ces initiatives ont été mises en place pour introduire une approche plus structurée de la stabilité financière personnelle et de la compréhension des principes économiques fondamentaux. Contrairement à l'approche informelle traditionnelle, ces programmes ont été conçus pour offrir une formation spécifique et méthodique, visant à doter les individus des compétences nécessaires pour gérer efficacement leur argent, planifier leur avenir financier et prendre des décisions éclairées en matière d'investissement. Cette formalisation de l'éducation financière a représenté un pas en avant significatif dans la démocratisation de l'accès aux connaissances financières et a contribué à renforcer la résilience des individus face aux défis économiques.

2.3 Années 1950-1970 : L'éducation financière axée sur la consommation

Dans cette évolution, l'éducation financière s'est également orientée vers la consommation responsable et l'utilisation judicieuse du crédit. Les programmes ont encouragé les consommateurs à comprendre les implications financières associées aux crédits à la consommation, mettant l'accent sur la gestion budgétaire et la planification financière à court terme. Les individus ont été incités à évaluer attentivement leurs besoins et leurs capacités financières avant de contracter un crédit, les sensibilisant ainsi aux risques liés à l'endettement excessif. Cette approche proactive visait à autonomiser les individus en leur fournissant les connaissances et les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées en matière de dépenses et d'emprunts, contribuant ainsi à promouvoir une meilleure santé financière à long terme.

2.4 Années 1980-1990 : L'essor des investissements et de la planification financière

L'éducation financière s'est progressivement élargie pour englober les investissements et la planification financière, en réponse à la montée en importance des marchés boursiers et des opportunités d'investissement. Cette expansion a été motivée par la reconnaissance croissante de l'importance de la gestion prudente des actifs financiers pour assurer la sécurité financière à long terme. Les programmes d'éducation financière ont donc intégré des modules sur les fondements de l'investissement, la diversification du portefeuille, les stratégies de gestion des risques et la planification de la retraite. Dans ce contexte, les professionnels de la finance ont joué un rôle de plus en plus crucial dans la transmission des connaissances financières, apportant leur expertise et leur expérience pour aider les individus à naviguer dans les marchés financiers complexes. Cette collaboration entre les experts financiers et les programmes éducatifs a contribué à renforcer la compréhension et la compétence des individus dans la gestion de leur patrimoine financier.

2.5 Années 2000-2010 : La montée de la culture financière mondiale

La crise financière mondiale a agi comme un catalyseur, mettant en lumière de manière cruciale l'importance de la culture financière au niveau mondial. Face aux répercussions dévastatrices de cette crise, les efforts ont été intensifiés à travers le globe pour promouvoir une éducation financière plus étendue et approfondie. Cette nouvelle orientation éducative a mis l'accent sur des aspects cruciaux tels que la gestion de la dette, l'importance de l'épargne à long terme et la nécessité de comprendre les risques financiers. Les gouvernements, les institutions financières, et les organismes de régulation ont tous collaboré pour élaborer des programmes éducatifs

efficaces visant à renforcer la résilience financière des individus et à prévenir les crises futures. Cette prise de conscience collective a marqué un tournant majeur dans la manière dont la société aborde l'éducation financière, soulignant son rôle essentiel dans la construction d'une stabilité économique durable.

La définition la plus complète et la plus utilisée est celle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) « **Une combinaison des connaissances, des savoirs, des compétences, des attitudes et des comportements dans le domaine financier indispensables pour prendre des décisions financières en toute connaissance de cause et, en fin de compte, parvenir au bien-être financier.** »¹.

3. Les fondements théoriques de l'éducation financière

Le point de départ de la crise financière était principalement le surendettement des ménages à faible revenu ayant facilement accès au logement grâce à un mécanisme de titrisation largement répandu et opérant sans supervision adéquate dans un contexte de taux d'intérêt bas. Les décisions individuelles étaient au cœur de ce que nous considérons encore comme la crise la plus préjudiciable de l'après-guerre pour les pays occidentaux. Selon Arrondel (2015) dans sa revue des théories de la finance des ménages, le domaine de la finance des ménages s'est longtemps référé à la théorie standard de l'épargne pour analyser les comportements financiers individuels. Cette théorie repose sur deux piliers qui sont l'hypothèse du cycle de vie développée Modigliani et Brumberg (1954) et la théorie du choix de portefeuille optimal Merton (1971).

Selon le modèle du cycle de vie, l'individu est supposé tirer de l'utilité uniquement de sa consommation totale à chaque période de sa vie, ses décisions financières sont supposées être autonomes et tournées vers l'avenir. En effet, l'individu n'est supposé ni regarder en arrière ce qui a été fait ni regarder de côté ce que font ses semblables pour maximiser son niveau de consommation inter temporelle sous la contrainte d'un budget instantané. La contrainte budgétaire est faite du revenu et de la richesse de la période en cours, mais dépend également des attentes de l'individu quant à ses revenus futurs qui sont fonction de plusieurs risques et rendements des investissements. En d'autres termes, l'hypothèse du cycle de vie de l'épargne incorpore l'hypothèse du revenu permanent Friedman (1956). L'individu peut également épargner de la richesse à des fins de legs lorsqu'il est autorisé dans le modèle pour un certain altruisme Modigliani (1986).

Dans ce contexte, l'individu est considéré comme pleinement rationnel, elle maximise sa fonction d'utilité spécifique qui reflète ses propres préférences sous plusieurs contraintes et en déduit un plan de consommation inter temporel. Dans le modèle de cycle de vie, l'accumulation de richesse peut alors s'expliquer soit par le lissage inter temporel de la consommation, soit par l'épargne de précaution en cas d'événements imprévus ou par un legs. Les décisions sont également supposées cohérentes dans le temps qui dérive de l'hypothèse des attentes rationnelles, l'individu est supposé être en mesure de prendre les mêmes décisions pour une période donnée, quel que soit le moment auquel les décisions sont prises. Dans l'ensemble, le modèle suppose que les décisions individuelles ne peuvent être caractérisées que par trois paramètres : l'aversion au risque, la préférence temporelle et l'altruisme. Les variations de ces trois paramètres selon les individus devraient alors pouvoir rendre compte des différences de comportement de consommation et d'épargne au cours de la vie.

La théorie du portefeuille optimal, élaborée par Merton en 1971 à partir des travaux antérieurs d'Arrow et Samuelson, cherche à expliquer la proportion d'actifs risqués qu'un individu devrait détenir en fonction des caractéristiques des actifs risqués et sans risque, telles que les rendements attendus et la volatilité. Cette proportion optimale dépend de l'aversion au risque

1 OCDE (2020), *OECD/INFE Toolkit for Measuring Financial Literacy and Financial Inclusion*

de l'individu et de facteurs de fond qui atténuent l'exposition aux risques financiers. Selon cette théorie, même une petite allocation aux actifs risqués devrait être optimale pour chaque individu. Cependant, cette base de la finance classique n'a pas été exemptée de critiques, et les faits empiriques ont remis en question certaines de ses assertions. Les anomalies observées ont été laissées en suspens par la théorie traditionnelle de l'épargne, ce qui a conduit au développement du paradigme comportemental pour tenter de les expliquer.

Dans les années 1950, certains économistes tels qu'Allais (1953), Simon (1955) ou Strotz (1955), entre autres, critiquaient déjà le cadre standard et les hypothèses selon lesquelles les individus sont pleinement rationnels et cohérents dans le temps, ainsi que leurs capacités de traitement. Ces critiques de la théorie standard ont ensuite été renforcées par les apports de la littérature de psychologie cognitive Kahneman et Tversky (1979). Dans une revue synthétique de la littérature sur l'économie comportementale, Mullainatham et Thaler (2000) montrent que les individus diffèrent de l'homo economicus au moins sur trois traits irréalistes : une rationalité illimitée, une volonté illimitée et un égoïsme illimité. La rationalité limitée découle des limitations cognitives auxquelles l'homme est confronté lors de la résolution de problèmes complexes. Ces limitations remettent en question le cadre d'utilité attendu dans lequel les individus sont censés être capables de prévoir chaque événement et d'agir en conséquence. Empiriquement, les limitations cognitives peuvent entraîner une confiance, optimisme ou extrapolation parmi d'autres dispositions comportementales qui ne correspondent pas au cadre standard. Le modèle de l'aversion aux pertes Kahneman et Tversky (1979) est l'un des modèles les plus fondateurs qui puisse expliquer en partie l'énigme de la participation et d'autres anomalies telles que le biais du statu quo. Dans ce modèle, un individu qui souhaite évaluer le rendement d'une transaction financière va considérer un niveau de référence, en général son niveau de richesse initial. Les gains et les pertes seront ensuite évalués en fonction de ce niveau de référence et seront pondérés différemment. Pour un même montant en valeur absolue, les pertes engendreront une désutilité plus élevée que les gains. Le concept d'aversion aux pertes ainsi que d'autres anomalies peuvent être introduits dans des versions étendues du modèle standard avec de nouveaux paramètres, en particulier pour le risque. Cela ne signifie pas que la rationalité doit être écartée, mais que nous devrions envisager une rationalité non standard qui devrait être plus complexe. Les individus font également preuve d'une volonté limitée dans le sens où certaines de leurs actions présentes ne sont pas nécessairement dans leur intérêt à long terme. En d'autres termes, les individus ne sont pas nécessairement cohérents dans le temps. L'individu a tendance à tergiverser et donc à retarder continuellement les actions désagréables Akerlof (1991). En revanche, lorsque l'incohérence temporelle est volontaire, l'individu a tendance à rechercher en permanence des plaisirs immédiats, elle est incapable de respecter les plans à long terme bien que ceux-ci soient dans son propre intérêt. Le modèle de rationalité limitée le plus fondamental pour tenir compte de l'incohérence temporelle volontaire est celui de Laibson (1997). Ce modèle considère un individu qui présente une préférence non standard représentée par une fonction d'utilité hyperbolique. L'actualisation hyperbolique implique que l'individu escompte de manière disproportionnée l'avenir et limite par conséquent ses choix à long terme. Les applications de l'actualisation hyperbolique dans le domaine de la finance des ménages pourraient expliquer pourquoi certains ménages n'épargnent pas suffisamment pour la retraite.

Enfin, le fait que les gens soient égoïstes sans limites entre en conflit avec les faits empiriques, Mullainatham et Thaler (2000). Bien que quelques modèles introduisent la possibilité de l'altruisme, le cœur de la théorie standard postule que les actions individuelles sont systématiquement motivées par l'intérêt personnel. En particulier, les individus ne prennent pas en compte les impacts de leurs propres actions sur leur environnement si ceux-ci n'ont pas une influence directe sur leur utilité. Ces impacts sont connus sous le nom d'externalités et pour être pris en compte par les individus, ils doivent être internalisés par des coûts supplémentaires par

exemple. Concernant le financement des biens publics, le free riding est un cas typique d'égoïsme illimité. Les individus dans la théorie standard sont censés être incapables de contribuer à un bien public si cela n'implique pas une amélioration directe du bien-être. La théorie des jeux et le dilemme séminale du prisonnier est une étude de cas du free riding. Dans le dilemme du prisonnier, étant donné que les individus ne sont pas liés à coopérer, ils choisissent délibérément de s'écarter de ce qui serait un optimum social. In fine, l'équilibre conduit à une situation dans laquelle les individus sont plus mal lotis que s'ils coopéraient. Mais les faits empiriques et les expériences de laboratoire montrent que les individus, contrairement à ce que prédit la théorie de l'homo economicus, ont tendance à coopérer pour améliorer le bien-être social. Cela vaut même lorsqu'il existe de fortes incitations à dévier et à jouer la stratégie du passager clandestin.

La théorie standard de l'épargne et le paradigme comportemental présentent des points de convergence et de divergence dans leur approche du comportement financier des individus. Voici une schématisation de ces points :

Tableau 1 : Points de convergence entre la théorie standard de l'épargne et le paradigme comportemental.

Points de convergence entre la théorie standard de l'épargne vs le paradigme comportemental
<u>Reconnaissance de l'irrationalité limitée :</u> Les deux approches reconnaissent que les individus peuvent ne pas toujours agir de manière parfaitement rationnelle. La théorie standard de l'épargne admet des erreurs limitées d'anticipations, tandis que le paradigme comportemental met en lumière divers biais cognitifs qui peuvent influencer les décisions financières.
<u>Importance de l'influence sociale :</u> Les deux approches reconnaissent que les individus peuvent être influencés par des facteurs sociaux et culturels dans leurs décisions financières. Le paradigme comportemental explore davantage les influences sociales et émotionnelles, tandis que la théorie standard considère ces éléments de manière plus limitée.
<u>Prise en compte des biais comportementaux :</u> Tant la théorie standard de l'épargne que le paradigme comportemental reconnaissent l'existence de biais comportementaux. Cependant, le paradigme comportemental va au-delà en identifiant et en explorant spécifiquement ces biais, tels que la procrastination, la sensibilité aux pertes, etc.

Source : Auteur

La comparaison entre la théorie standard de l'épargne et le paradigme comportemental met en lumière une série de points de convergence et de divergence significatifs. Alors que les deux perspectives reconnaissent l'importance de la planification financière à long terme et de l'épargne régulière pour atteindre les objectifs financiers, leurs fondements théoriques divergent quant à la manière dont les individus prennent effectivement des décisions financières. La théorie standard de l'épargne se base sur l'hypothèse de rationalité et considère l'épargne comme un processus rationnel guidé par des calculs d'utilité et des choix optimaux. En revanche, le paradigme comportemental remet en question cette hypothèse de rationalité, mettant en avant l'influence des biais cognitifs, des émotions et des expériences passées sur les décisions financières des individus. Cette transition souligne ainsi l'importance de prendre en compte les

aspects comportementaux dans l'analyse et la compréhension de l'épargne, offrant une perspective plus nuancée et holistique de ce processus financier crucial.

Tableau 2 : Points de divergence entre la théorie standard de l'épargne et le paradigme comportemental.

Points de divergences entre la théorie standard de l'épargne vs le paradigme comportemental	
Rationalité	
La théorie standard de l'épargne part de l'hypothèse d'anticipations rationnelles, supposant que les individus maximisent leur utilité de manière logique.	Le paradigme comportemental remet en question cette rationalité parfaite en mettant en avant des biais cognitifs et émotionnels qui peuvent influencer les choix financiers.
Modèle de base	
La théorie standard de l'épargne s'appuie sur le modèle du cycle de vie, où les individus planifient leur épargne sur l'ensemble de leur vie.	Le paradigme comportemental met en avant le comportement heuristique, où les individus peuvent prendre des décisions basées sur des règles simples ou des approximations, plutôt que de suivre un plan de vie économique préétabli.
Préférence temporelle vs Procrastination et impatience	
La théorie standard accorde une importance particulière à la préférence temporelle, supposant qu'ils évaluent rationnellement le compromis entre la consommation présente et future.	Le paradigme comportemental explore davantage des aspects tels que la procrastination et l'impatience, suggérant que les individus peuvent avoir des difficultés à planifier à long terme.
Approche des biais cognitifs	
Théorie standard de l'épargne : Reconnaît des erreurs d'anticipations limitées, mais n'explore pas systématiquement une variété de biais cognitifs spécifiques.	Paradigme comportemental : Se penche sur une multitude de biais cognitifs tels que l'aversion aux pertes, l'effet de financement mental, et la disponibilité heuristique, mettant en lumière des aspects spécifiques du processus de prise de décision.
Modèle d'optimisation vs Règles heuristiques	
Théorie standard de l'épargne : Implique un processus d'optimisation où les individus ajustent leurs décisions en fonction des informations et des incitations.	Paradigme comportemental : Suggère que les individus peuvent souvent recourir à des règles heuristiques simples, influencées par des émotions ou des intuitions, pour prendre des décisions financières.
Gestion des informations	
Théorie standard de l'épargne : Suppose que les individus ont une connaissance parfaite des informations économiques et financières.	Paradigme comportemental : Considère que les individus peuvent avoir des difficultés à traiter des informations complexes et peuvent être sensibles à des biais informationnels.
Réaction aux incitations financières	
Théorie standard de l'épargne : Met l'accent sur la réaction des individus aux incitations financières, en particulier aux taux d'intérêt.	Paradigme comportemental : Reconnaît l'impact des incitations financières tout en soulignant que d'autres facteurs émotionnels peuvent influencer les réponses des individus aux incitations.
Prise de décision basée sur le contexte	
Théorie standard de l'épargne : Suppose une prise de décision rationnelle indépendante du contexte.	Paradigme comportemental : Met en avant la sensibilité de la prise de décision aux aspects contextuels, tels que l'influence de la manière dont une question est formulée.

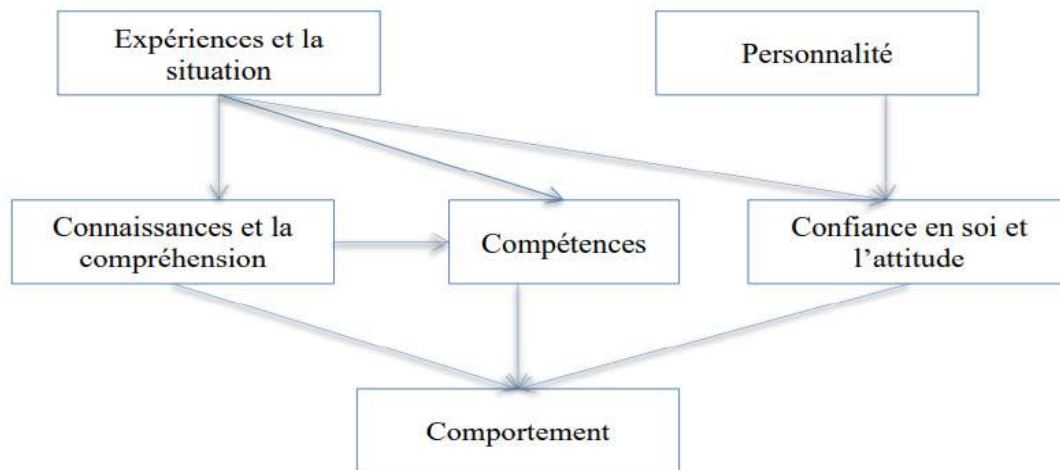
Source : Auteur

Selon Kempson et coll. (2006)² définissent l'éducation financière et son modèle conceptuel se

² Le groupe canadien de travail sur la littératie financière

résume comme étant « le fait d’avoir les connaissances, les compétences et la confiance en soi nécessaires pour prendre des décisions financières responsables. » Selon Kempson et coll. (2006), on peut constater que les expériences et la situation du ménage impactent les trois éléments de base de l’éducation financière, à savoir : les connaissances, les compétences et la confiance en soi. Ces qualités définissent le comportement financier des individus. Ainsi, la confiance en soi dépend de la personnalité de la personne en matière des finances. Et finalement, les connaissances influent sur les compétences.

Figure 1 : Modèle conceptuel de l’éducation financière



Source : Adapté de Kempson et coll. (2006)

4. Mesurer l’éducation financière

Il est primordial d'avoir un repère pour évaluer les niveaux d’éducation financière. Diverses méthodes sont utilisées dans la littérature. Plusieurs articles adoptent le module conçu pour l’étude américaine sur la santé et la retraite de 2004 dans laquelle l’éducation financière est suscitée en posant des questions simples sur la composition des intérêts, l’inflation et la diversification des risques (Bucher-Koenen et Lusardi, 2011a ; Fornero et Monticone, 2011a ; Lusardi et Mitchell, 2011d ; Van Rooij et coll., 2011b, 2012a), ajoutent à cette référence un ensemble de questions plus complexes afin de saisir les connaissances sur le fonctionnement des marchés financiers et les produits financiers Banks et coll (2011).

Le tableau ci-dessous illustre comment l’éducation financière a effectivement été mesurée (c'est-à-dire, les définitions opérationnelles) à travers plusieurs études empiriques placées dans un ordre chronologique. Il inclut également des détails sur les stratégies de mesure (que les scores proviennent d'une auto-évaluation ou d'un test de performance) et les domaines de contenu (comprenant l'épargne, l'investissement et la dette). À travers les études, à la fois des tests de performance et des méthodes d'auto-déclaration ont été utilisés pour mesurer le niveau d’éducation financière. Les tests de performance sont principalement basés sur les connaissances. En revanche, de nombreuses auto-déclarations évaluent la connaissance perçue ou la confiance en la connaissance (c'est-à-dire, à quel point vous pensez savoir). Cependant, les consommateurs ont souvent tendance à penser qu'ils savent plus qu'ils ne le font réellement³, une constatation courante qui a été démontrée non seulement dans les affaires financières, mais dans une large gamme de connaissances et d'aptitudes (Alba & Hutchinson, 2000 ; Lichtenstein, Fischhoff, & Phillips, 1982 ; Yates, 1990). Et tandis que la connaissance réelle et perçue est souvent corrélée, cette corrélation est souvent modérée au mieux.

³ (OCDE, 2005)

Tableau 3 : Synthèse des méthodes d'évaluation des niveaux de l'éducation financière

Publication	Définition	Stratégie de mesure		Domaine de compétence		
		Auto-évaluation	Test de performance	Epargne	Investissement	Dettes
Volpe, Chen, & Pavlicko (1996)	Pourcentage de bonnes réponses sur 10 questions à choix multiples (d)		X		X	
Chen & Volpe (1998)	Pourcentage de bonnes réponses sur 36 questions à choix multiples		X	X	X	X
Volpe, Kotek, & Chen (2002)	Bonnes réponses sur 10 questions à choix multiples(d)		X		X	
Hilgert, Hogarth, & Beverley (2003)	Pourcentage de bonnes réponses à un test de connaissances		X	X	X	X
FINRA (2003)	Réponses correctes à 10 vrai/faux	X				
Moore (2003)	<i>Connaissance financière</i> : Nombre de réponses correctes à 12 questions à choix binaire. <i>Expériences financières</i> : Indication d'avoir vécu des expériences financières sur 14 items. <i>Comportement financier</i> : Indication de l'engagement dans des comportements positifs et négatifs sur 15 items. <i>Confiance envers la dette</i> : Répondre "complètement" ou "très confiant" concernant les considérations liées à la dette.	X	X	X	X	X
Mandell (2004)	Pourcentage de bonnes réponses sur 31 à un test de connaissances	X	X	X	X	X
Agnew & Szykman (2005)	Nombre de réponses correctes à 10 questions à choix multiples et vrai/faux. Également, auto-évaluation de la connaissance en investissement par rapport aux autres sur une échelle de 1 à 10.	X	X		X	
National Council on Economic Education (NCEE) (2005)	Pourcentage de bonnes réponses à un test de connaissances de 24 items		X	X	X	X
Lusardi & Mitchell (2006, 2008); Mexican version in Hastings & Tejada Ashton (2008)	Réponses correctes à 3 questions à choix multiples et vrai/faux		X	X	X	
Lusardi & Mitchell (2007a)	Réponses correctes à 3 questions computationnelles		X		X	
Lusardi & Mitchell (2007b)	Une seule moyenne pondérée des réponses correctes/incorrectes (basée sur une analyse factorielle) pour 5 questions à choix multiples sur la littératie financière de base et 8 questions à choix multiples sur la littératie financière sophistiquée. Une évaluation séparée a été réalisée à l'aide d'un item à 7 points sur la connaissance perçue.	X	X	X	X	

Mandell (2007)	Pourcentage de bonnes réponses à un test de connaissances		X	X	X	X
Van Rooij, Lusardi, & Alessie (2007)	Deux moyennes pondérées des réponses correctes/incorrectes (basées sur des analyses factorielles) pour (les stratégies de mesures) 5 questions à choix multiples sur la littératie financière de base et (domaine de compétences) 11 questions à choix multiples sur la littératie financière sophistiquée. Un item séparé de 7 points sur la connaissance perçue a également été pris en considération.		X	X	X	
Lusardi & Tufano (2008)	Réponses correctes à 3 questions à choix multiples individuelles	X	X			X
ANZ Bank (2008)	Score moyen, basé sur les réponses cibles à 26 questions dérivées d'un cadre opérationnel	X	X	X	X	X

(d) Cette étude désigne le concept sous le terme de l'éducation financière en matière d'investissement

Source : Angela a. Hung, Andrew m. Parker, Joanne k. Yoong (2009)

5. L'éducation financière à l'internationale

Le niveau d'éducation financière à l'échelle internationale est influencé par divers facteurs tels que le développement économique, les politiques gouvernementales, et l'accès à l'éducation. Certains pays ont mis en place des initiatives réussies pour promouvoir le niveau d'éducation financière, intégrant des programmes éducatifs formels et des campagnes de sensibilisation. Même après ces efforts, des disparités persistent, avec des populations dans certaines régions du monde ayant un accès limité à l'éducation financière. L'évolution des marchés financiers mondiaux, l'impact des crises économiques et la transition vers des économies numériques ont également façonné le paysage de l'éducation financière à l'échelle mondiale. Les efforts concertés à l'échelle internationale sont nécessaires pour soulever les défis persistants et favoriser un niveau d'éducation financière plus équitable.

Le modèle de mesure de l'OCDE est celui le plus complet et utilisé à l'international pour mesurer le niveau d'éducation financière. La note attribuée pour mesurer la culture financière est une valeur dérivée comprise entre 1 et 21. Elle est calculée selon la méthodologie décrite dans la « Boîte à outils de l'OCDE/INFE pour l'évaluation de la culture et de l'inclusion financières 2022 » et correspond à la somme des trois notes suivantes :

- Note de connaissances financières (comprise entre 0 et 7).
- Note de comportement financier (comprise entre 0 et 9).
- Note d'attitude financière (comprise entre 1 et 5).

La note moyenne de tous les pays et économies est de 12,7 sur 21 et de 13.0 pour les seuls pays de l'OCDE, ce qui montre qu'elle peut être grandement améliorée. Ces notes représentent 60,5 % de la note maximale possible dans l'échantillon total et 62,0 % dans les pays de l'OCDE.

5.1 Connaissances financières

Les connaissances financières représentent une composante importante de la culture financière, car elles donnent la possibilité aux individus de comparer les produits et services financiers et de prendre des décisions financières raisonnées et adéquates. Une connaissance élémentaire des concepts financiers et la capacité à utiliser leurs compétences en calcul dans un contexte financier permettent aux consommateurs d'aborder les questions financières avec plus de confiance et de réagir aux informations et aux événements susceptibles d'avoir des répercussions sur leur bien-être financier. Cette partie examine les niveaux de connaissances financières élémentaires, en s'intéressant particulièrement aux réponses apportées aux sept questions destinées à évaluer différents aspects des connaissances que l'on considère généralement comme utiles à la prise de décisions. Elle étudie tout d'abord les réponses aux différentes questions, puis analyse la répartition des notes de connaissances financières et la proportion de la population qui a obtenu au moins 70 % (la note minimale fixée).

Les instruments utilisés pour l'enquête comprennent sept questions de connaissances financières auxquelles les participants doivent répondre. La note de connaissances financières est établie en accordant un point à chaque réponse correcte. La note maximale est donc sept. Pour répondre correctement, il faut posséder une connaissance élémentaire des concepts financiers tels que l'inflation (valeur temps de l'argent), les intérêts simples (coût de l'argent au fil du temps) et cumulés (avantages de l'épargne/investissement à long terme) et le risque (coût du rendement financier). Sur l'échantillon complet, la question portant sur la compréhension des intérêts simples facturés sur un prêt s'est révélée celle ayant reçu le plus de réponses correctes (84.4 % des personnes interrogées ont répondu correctement, 87.5 % dans les pays de l'OCDE). Le concept des intérêts simples et composés s'est avéré en revanche très difficile. Un tiers seulement environ des répondants (26.3 % dans l'échantillon complet et 28.8 % dans les pays de l'OCDE) ont montré qu'ils comprenaient ces deux notions. Environ 80 % (79.0 % tous pays confondus et 80.9 % pour les pays de l'OCDE) ont donné la définition

correcte de l'inflation, mais seulement 59.9 % en moyenne (65.5 % dans les pays de l'OCDE) ont su appliquer cette définition pour déterminer la valeur de l'argent dans le temps. Les concepts de risque et d'incertitude ont été abordés dans deux questions. La première concernait le lien existant entre risque et rendement, la seconde, le risque et la diversification. Les répondants ont mieux répondu à la première, 77 % (79 % dans les pays de l'OCDE) ayant donné une réponse correcte. Un pourcentage nettement inférieur (58.9 % et 63.3 % dans les pays de l'OCDE) a répondu correctement à la seconde question, sur le risque et la diversification. Le Tableau 5 indique le pourcentage de répondants des différents pays participants qui ont donné une réponse correcte aux sept questions de connaissances financières.

5.2 Comportement financier

Les actes et le comportement des consommateurs sont importants pour déterminer leur situation et leur bien-être financiers. Ils exercent une incidence majeure sur la note de culture financière calculée selon le dernier modèle de la méthodologie OCDE/INFE. Certains types de comportements, tel le fait de ne pas parvenir à épargner, de reporter le paiement de ses factures, de ne pas réussir à planifier ses dépenses ou de choisir des produits financiers sans se renseigner au préalable, peuvent entraîner des répercussions négatives sur la situation et le bien-être financiers d'une personne. La boîte à outils OECD/INFE mesure le comportement financier grâce à des questions destinées à mettre en évidence trois types de comportements prudents, à savoir :

- **Épargner et planifier à long terme** : une série de questions visent à déterminer si les répondants épargnent de manière active, empruntent ou évitent de le faire en cas de difficultés financières de court terme et s'ils se sont fixé des objectifs de long terme ;
- **Faire des achats considérés** : des questions portent sur le fait de savoir si les répondants ont recherché des informations ou des conseils indépendants avant d'acheter des produits ou services financiers, s'ils ont étudié plusieurs possibilités et s'ils ont cherché à prendre une décision raisonnée en se renseignant auprès de plusieurs sources, plutôt que d'acheter le produit ou service disponible le plus facilement ;
- **Suivre sa trésorerie** : ces questions ont pour but de déterminer si les répondants surveillent leur situation financière, s'ils paient leurs factures dans les délais et s'ils évitent d'avoir des arriérés de paiement.

Les questions sur le comportement financier offrent un aperçu des différentes actions que peuvent mener les individus concernant leurs finances et qui peuvent leur permettre de vivre en minimisant le niveau de stress financier. Planifier et épargner peut ainsi leur assurer un certain coussin financier en cas de difficultés financières dues à une crise soudaine. Effectuer des achats nécessaires en évitant les excès et rechercher les meilleurs produits au meilleur prix leur permet de « faire durer » leur argent, de ne pas vivre au-dessus de leurs moyens et de ne pas s'endetter. Enfin, suivre les rentrées et les sorties d'argent et effectuer les dépenses essentielles en priorité leur évitent de s'endetter. Ces différentes données ont été regroupées pour former la note de comportement, représentée au Figure 2. Les répondants ont en moyenne obtenu la note de comportement de 5.3, le maximum étant 9, dans l'échantillon complet et les pays de l'OCDE. Les notes les plus élevées, supérieures à 6 (soit les deux tiers de la note maximale) ont été enregistrées en Indonésie (6.3), Slovaquie (6.3), Malaisie (6.1) et Autriche (6.0). Les notes les plus basses, inférieures à 5 (soit environ 56 % du maximum), ont été obtenues en Russie (4.9), Colombie (4.8), Monténégro (4.7), Hongrie (4.5) et Italie (4.2).

5.3 Attitude financière

Selon la définition de la culture financière de l'OCDE/INFE, même si une personne dispose des connaissances suffisantes et de la capacité à agir avec prudence sur le plan financier, ses

attitudes influenceront son choix d'agir ou non : « une combinaison des connaissances, des savoirs, des compétences, des attitudes et des comportements dans le domaine financier indispensables pour prendre des décisions financières en toute connaissance de cause et, en fin de compte, parvenir au bien-être financier ». La boîte à outil OECD/INFE comprend trois affirmations destinées à évaluer les attitudes des répondants face à l'argent et à la planification à long terme. Une note plus élevée est attribuée à ceux qui manifestent une attitude plus positive envers le long terme et l'épargne. Il est demandé aux personnes interrogées d'évaluer leur degré d'accord ou de désaccord avec les affirmations suivantes :

- **Vision longue terme :** « Je vis plutôt au jour le jour sans me préoccuper du lendemain ».
- **Épargne et Vision longue terme :** « Je trouve qu'il est plus satisfaisant de dépenser l'argent que de l'économiser pour le long terme ».
- **Philosophie dépensière (Épargne et Vision long terme)** « L'argent est là pour être dépensé ».

Chacune de ces trois affirmations met l'accent sur des préférences pour le court terme, illustrées par la manière de dépenser l'argent et le fait de « vivre au jour le jour », qui peuvent bloquer des comportements susceptibles d'améliorer la résilience et le bien-être financier. Les instruments utilisés visent à déterminer dans quelle mesure les individus ont des attitudes témoignant de leurs compétences financières, autrement dit dans quelle mesure ils sont en désaccord avec les affirmations. Les répondants de l'ensemble de l'échantillon ont en moyenne obtenu la note de 3.0 (3.1 pour les pays de l'OCDE) sur 5 (Figure 3), mais 42.5 % à peine (46.9 % pour les pays de l'OCDE) sont parvenus à dépasser 3, la note minimale (Graphique 9). La Thaïlande (3.9) et la Slovaquie (3.6) ont obtenu les notes les plus élevées, et la Géorgie (2.5), la Colombie, la Pologne et le Monténégro (2.6 pour les trois), les notes les plus basses.

6. L'éducation financière au Maroc

L'éducation financière est un domaine d'étude et d'action qui revêt une importance croissante dans le contexte marocain, et plus largement, au sein des économies émergentes. Au Maroc, la gestion responsable des ressources financières est devenue un enjeu majeur, étroitement lié à la stabilité économique, à la réduction de la pauvreté et à la prospérité des individus. Cette introduction académique se propose d'explorer le sujet de l'éducation financière au Maroc en mettant en lumière les défis, les opportunités et les implications de cette discipline.

L'éducation financière, en tant que concept, englobe un ensemble de compétences, de connaissances et de comportements visant à habilitier les individus à prendre des décisions financières éclairées. Elle s'étend des notions de base telles que la gestion d'un budget personnel à des compétences plus avancées telles que la compréhension des marchés financiers, des investissements et des risques associés. Au Maroc, comme ailleurs, une éducation financière solide est cruciale pour renforcer la stabilité du système financier, accroître la confiance des consommateurs dans les services financiers et promouvoir la croissance économique.

L'objectif de cette étude académique est de scruter de près l'état actuel de l'éducation financière au Maroc, d'analyser les lacunes existantes et d'examiner les initiatives mises en place par le gouvernement, les institutions financières et la société civile pour améliorer la littératie financière de la population.

6.1 Mesurer l'éducation financière au Maroc selon les normes de l'OCDE

De multiples enquêtes ont été conduites pour évaluer l'éducation financière, adoptant diverses perspectives de mesure. L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a développé un questionnaire englobant différentes disciplines, facilitant ainsi la comparaison à l'échelle internationale. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme d'évaluation internationale des compétences des adultes de l'OCDE, connu sous le nom de

PIAAC (Programme for the International Assessment of Adult Competencies). L'objectif de ce programme est d'évaluer et de comparer les compétences des adultes dans plusieurs domaines, dont l'éducation financière, à l'échelle mondiale.

- L'évaluation conforme aux normes de l'OCDE vise à : Importance croissante de l'éducation financière : Avec l'évolution des économies mondiales, la complexité des produits financiers et l'importance croissante de la prise de décisions financières individuelles, l'éducation financière est devenue un enjeu majeur. Comprendre les concepts financiers de base est essentiel pour prendre des décisions éclairées sur la gestion des finances personnelles.
- Comparaison internationale : L'OCDE s'intéresse à la comparaison des compétences et des connaissances à l'échelle internationale. En évaluant l'éducation financière à travers un questionnaire standardisé, elle peut comparer les niveaux d'éducation financière entre les pays membres et établir des tendances mondiales.
- Orientation des politiques publiques : Les résultats du questionnaire aident les décideurs politiques à comprendre les lacunes en matière d'éducation financière et à élaborer des politiques éducatives ciblées pour améliorer ces compétences. Cela peut inclure des initiatives visant à renforcer l'éducation financière dans les programmes scolaires ou à fournir des ressources éducatives aux adultes.

6.2 Échelle de Mesure

Pour évaluer les connaissances financières des répondants et leurs compétences de base, 21 questions ont été mis en place, le questionnaire figurant dans la boîte à outils vise principalement à évaluer la culture financière afin de permettre des comparaisons internationales.

Sa composante axée sur la culture financière tient compte de la définition proposée par l'OCDE dans sa recommandation sur la culture financière adoptée en 2020, à savoir : « Une combinaison des connaissances, des savoirs, des compétences, des attitudes et des comportements dans le domaine financier indispensables pour prendre des décisions financières en toute connaissance de cause et, en fin de compte, parvenir au bien-être financier. »

Les questions relatives à la culture financière proviennent en grande partie d'enquêtes existantes et sont représentatives des bonnes pratiques en matière d'évaluation de la culture et de l'inclusion financières.

Ces questions couvrent les domaines suivants :

Les comportements financiers en lien avec la culture financière, tels que la planification budgétaire et la gestion des finances personnelles. La culture financière d'un individu englobe son niveau de compréhension des concepts financiers, sa capacité à prendre des décisions éclairées et responsables en matière d'argent, ainsi que ses comportements financiers quotidiens. Parmi ces comportements, la planification budgétaire et la gestion des finances personnelles jouent un rôle crucial.

La planification budgétaire consiste à établir un plan détaillé des revenus et des dépenses prévues sur une période donnée. Cela permet à une personne de mieux anticiper ses besoins financiers, de prioriser ses dépenses et d'éviter les situations de découvert. Une culture financière solide encourage donc la pratique régulière de la planification budgétaire, car elle favorise la responsabilité financière et contribue à atteindre des objectifs à court et à long terme. La gestion des finances personnelles va au-delà de la simple planification budgétaire. Elle englobe la prise de décisions éclairées concernant l'épargne, les investissements, les emprunts et la préparation à la retraite. Une personne dotée d'une culture financière bien développée sera plus apte à évaluer les différentes options qui s'offrent à elle et à choisir celles qui correspondent le mieux à ses objectifs financiers et à sa situation personnelle.

La culture financière influe également sur la façon dont une personne perçoit le risque financier. Une personne bien informée financièrement sera plus encline à diversifier ses investissements, à comprendre les implications des emprunts et à adopter des stratégies de gestion des risques.

Les attitudes financières en lien avec la culture financière : es attitudes financières sont des composantes essentielles de la culture financière d'un individu. Elles reflètent les sentiments, les croyances et les perceptions qu'une personne entretient à l'égard de l'argent et des aspects financiers de la vie. Ces attitudes peuvent avoir un impact significatif sur les comportements financiers et les décisions prises par une personne.

Les connaissances financières : Les connaissances financières constituent un pilier fondamental de la culture financière d'un individu. Elles représentent la compréhension et la maîtrise des concepts, des principes et des instruments financiers qui permettent à une personne de prendre des décisions éclairées en matière d'argent.

La version 2022 du questionnaire comprend également des questions d'évaluation du niveau de culture financière numérique mises au point en collaboration avec le Groupe de travail sur la culture financière numérique de l'OCDE/INFE. Ces questions couvrent les trois composantes que sont les comportements, les attitudes et les connaissances.

7. Revue de littérature empirique

Dans le contexte marocain, l'évaluation du niveau d'éducation financière des citoyens demeure un domaine peu exploré. Deux principales sources de recherches empiriques émergent, à savoir les études réalisées par la Banque Al-Maghreb et celles menées par des chercheurs marocains. Cette section sera subdivisée en deux parties distinctes afin d'approfondir l'analyse de ces deux grandes sources de données et d'apporter des éclairages pertinents sur la compréhension de l'éducation financière au Maroc.

7.1 Etude réalisée par Bank Al-Maghrib

En partenariat avec la Banque mondiale, le Maroc a conduit une étude pionnière officielle portant sur l'éducation financière et l'inclusion financière. Cette étude s'est inspirée de modèles de recherche internationaux renommés, notamment le Fonds fiduciaire russe pour l'éducation financière et l'éducation, ainsi que des initiatives de la Banque mondiale. Elle a également intégré des recherches internationales notables telles que le modèle des BIG three élaboré par Annamaria Lusardi. Cette collaboration démontre l'engagement du Maroc à s'aligner sur les meilleures pratiques mondiales en matière d'éducation financière, tirant profit de modèles éprouvés et de connaissances émanant de sources internationales reconnues. Cette approche collaborative renforce la crédibilité et la pertinence des résultats obtenus, tout en positionnant le Maroc dans une dynamique d'amélioration continue de ses efforts en matière d'éducation financière.

Il est important de noter que l'éducation financière ne concerne pas seulement les particuliers, mais aussi les entreprises et les institutions financières. Les entreprises ont également besoin de compétences financières solides pour gérer leurs finances, investir et se développer. De plus, les institutions financières jouent un rôle clé dans la promotion de l'éducation financière en proposant des produits et services financiers transparents et en aidant les clients à prendre des décisions éclairées.

7.1.1 Présentation du questionnaire adopté par Bank Al-Maghrib

Pour évaluer les connaissances financières des répondants et leurs compétences de base, 7 questions ont été mis en place. Ces dernières ont été basées sur un questionnaire développé avec le soutien du Fonds fiduciaire russe pour la l'éducation financière et l'éducation (RTF), adapté

pour mesurer la capacité financière dans les pays à revenu faible et intermédiaire, bien qu'il puisse également être utilisé dans les pays à revenu élevé. Visant à étudier les calculs de base et les concepts financiers tels que les taux d'intérêt, l'inflation, les intérêts composés, la diversification des risques. Ces questions ont été posées parce qu'elles capturent des concepts et des compétences financières qui sont largement considérés comme crucial pour prendre des décisions éclairées en matière d'épargne et d'emprunt ainsi que pour pouvoir pour mieux gérer les risques et/ou pour profiter des opportunités d'investissement. Nous construisons un indice de mesure d'éducation financière basé sur le nombre de réponses correctes fournies par chaque participant à l'enquête à les sept questions d'éducation financière. Cet indice va de 0 à 7, 0 indiquant les répondants qui ont le plus de difficulté à répondre correctement à l'une de ces questions, tandis qu'un score de 7 indique une enquête participante ayant une bonne compréhension des concepts financiers fondamentaux et la capacité d'effectuer des calculs mathématiques.

Le questionnaire aborde en détail sept sujets différents, qui sont :

Question sur la division simple : Cette question a pour but de mesurer la compréhension des concepts liés à la division équitable des ressources financières. En demandant aux participants d'imaginer que cinq frères se voient offrir une somme de 10 000 MAD et de déterminer combien chaque frère recevrait s'ils devaient partager équitablement cet argent, elle évalue leur capacité à effectuer une division simple et à appliquer des notions mathématiques de base dans un contexte financier. Cette question teste également leur aptitude à résoudre des problèmes pratiques impliquant la répartition équitable de ressources monétaires.

Question sur la compréhension de l'inflation : Cette question vise à évaluer la compréhension des participants quant à l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat. En leur demandant d'imaginer que les cinq frères doivent attendre un an pour recevoir leur part des 10 000 MAD, avec une inflation de 10%, la question cherche à mesurer leur capacité à anticiper les conséquences financières de l'inflation. Les options fournies ("Plus avec leur part d'argent qu'ils ne pourraient le faire aujourd'hui", "Le même montant", "Moins que ce qu'ils pourraient acheter aujourd'hui", "Cela dépend des types de choses qu'ils veulent acheter") permettent d'évaluer s'ils comprennent que l'inflation peut affecter la valeur réelle de l'argent au fil du temps. Cette question teste également leur aptitude à appliquer des concepts économiques de base à des situations concrètes.

Question sur la compréhension de l'intérêt simple : Cette question cherche à évaluer la compréhension des participants en matière de calcul d'intérêts simples. En demandant aux participants de supposer qu'ils placent 10 000 MAD sur un compte d'épargne avec un taux d'intérêt garanti de 2% par an, sans effectuer de versements ni retirer d'argent, la question évalue leur capacité à appliquer le concept d'intérêt à une situation financière. La réponse correcte serait le montant total sur le compte à la fin de la première année, y compris les intérêts accumulés. Cette question mesure leur compétence dans le domaine des calculs financiers de base et leur capacité à prévoir la croissance de l'argent placé sur un compte d'épargne en fonction du taux d'intérêt annoncé.

Question sur la compréhension de l'intérêt composé : Cette question sur les intérêts composés dans un contexte financier a pour objectif d'évaluer le niveau d'éducation financière des participants en mesurant leur compréhension des concepts clés liés à la croissance des investissements sur une période prolongée. En posant une telle question, les objectifs incluent la vérification de la capacité des participants à comprendre les principes fondamentaux des intérêts composés, à anticiper les résultats financiers futurs en fonction des taux d'intérêt composés, à appliquer ces connaissances à des situations pratiques, à évaluer l'impact des intérêts composés sur la planification financière à long terme et à prendre des décisions financières éclairées. En résumé, cette question vise à évaluer la profondeur de la

compréhension financière des participants et leur aptitude à appliquer ces connaissances cruciales dans la gestion des finances personnelles et des investissements.

Question sur la comparaison des bonnes affaires : Cette question, ancrée dans une logique mathématique en lien avec la mesure du niveau d'éducation financière, vise à évaluer la compétence des participants dans l'application de concepts mathématiques fondamentaux dans un contexte financier. Les objectifs spécifiques comprennent la vérification de la compréhension des participants des concepts mathématiques tels que les réductions monétaires fixes et les réductions en pourcentage, la capacité à comparer des valeurs absolues et relatives, l'analyse critique des offres de remise, l'application pratique des connaissances mathématiques pour résoudre des problèmes concrets liés aux décisions d'achat, et enfin, la capacité à prendre des décisions financières éclairées en utilisant des calculs mathématiques. En résumé, cette question cherche à évaluer la compétence mathématique des individus et leur aptitude à appliquer ces compétences dans des situations financières réelles.

Question sur la compréhension de l'assurance produit : Cette question a pour objectif d'évaluer la compréhension des participants quant à l'objectif principal de l'assurance des produits, servant ainsi de mesure de leur niveau d'éducation financière. Les objectifs spécifiques de cette question incluent la vérification de la capacité des participants à comprendre les raisons fondamentales pour lesquelles les individus souscrivent à une assurance, l'identification précise de l'objectif principal parmi les options fournies, la connaissance du rôle de l'assurance en tant que protection contre les risques financiers, la distinction entre l'assurance et d'autres produits financiers, et enfin, la capacité à évaluer l'importance de l'assurance dans la gestion des risques financiers personnels. En résumé, cette question cherche à évaluer la connaissance et la compréhension des participants en matière d'assurance, éléments cruciaux pour une évaluation complète de leur éducation financière.

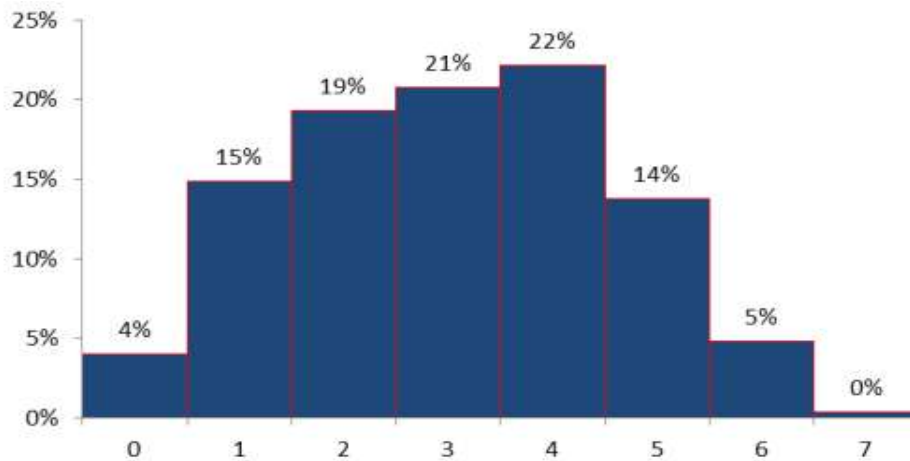
Question sur la diversification des risques : Cette question vise à évaluer la compréhension des participants en matière de diversification des investissements, fournissant ainsi une mesure de leur niveau d'éducation financière. Les objectifs spécifiques de cette question incluent la vérification de la compréhension du concept de diversification des investissements, la capacité à identifier la relation entre la diversification et la réduction des risques financiers, l'évaluation de la capacité des participants à prendre des décisions informées en matière d'investissement, et enfin, la mesure de leur aptitude à appliquer des principes d'investissement pour optimiser leurs choix financiers. En résumé, cette question contribue à évaluer la compétence des participants à comprendre et à appliquer des concepts financiers fondamentaux liés à la gestion prudente des investissements.

7.1.2 Résultat de l'étude Bank Al-Maghrib

Les résultats de l'enquête suggèrent qu'en moyenne, les répondants ont pu donner correctement 3 réponses sur 7 questions de littératie financière. La Figure ci-dessous révèle que la majorité des participants à l'enquête ont pu fournir entre 2 et 4 réponses correctes. 14 % de l'échantillon ont pu répondre correctement à 5 questions. Donner des réponses correctes à 6 questions ou plus semblait cependant être une tâche difficile, réalisée seulement par 5 %, tandis que personne n'a pu donner des réponses correctes à toutes les 7 questions sur l'éducation financière. Une découverte plus préoccupante est qu'une proportion significative des répondants, environ un cinquième, n'a pas pu fournir plus d'une réponse correcte, tandis que 4 % de l'échantillon ont rencontré des difficultés à répondre correctement à toutes les questions sur l'éducation financière.

On peut conclure que bien que la plupart des personnes puissent effectuer des calculs financiers simples, elles peuvent manquer des compétences numériques nécessaires pour identifier de meilleures affaires ainsi que des connaissances spécifiques requises pour prendre des décisions éclairées en matière d'épargne et d'emprunt.

Figure 2 : Distribution du score sur l'éducation financière



Source : Enquête sur les compétences financières de la Banque mondiale, Maroc 2013

Comme le montre la Figure, presque tous les répondants étaient capables d'effectuer des divisions simples (90 pour cent). En revanche, la moitié ou une partie plus importante de l'échantillon éprouve des difficultés à comprendre les concepts financiers fondamentaux et à résoudre des tâches numériques légèrement plus difficiles. En particulier, environ 50 pour cent de l'échantillon démontre une compréhension des intérêts simples et du but principal des produits d'assurance. Un peu moins, environ 43 pour cent des répondants savent comment l'inflation affecte leurs économies. Environ un tiers de la population interrogée comprend le fonctionnement des intérêts composés. Une des lacunes de connaissances les plus notables qui mérite une grande attention politique est que seulement environ un cinquième des participants à l'enquête semblent être à l'aise pour résoudre des tâches numériques simples afin d'identifier de meilleures affaires. Une fraction similaire de l'échantillon est familière avec le concept de diversification des risques et comprend que détenir des actions de différentes entreprises est généralement associé à des rendements moins risqués que détenir des actions d'une seule entreprise.

7.2 Etude réalisée par les chercheurs

Au sein du contexte marocain, les initiatives de recherche consacrées à l'éducation financière se révèlent être relativement rares. Parmi les quelques contributions existantes, deux articles se distinguent particulièrement. Le premier, intitulé "Institution financière et promotion de l'éducation financière au Maroc : entre objectifs et réalisations", est l'œuvre conjointe du Dr. Bahi Slaoui Chaïmae et du Dr. Boulahoual Adil. Le second, intitulé "Éducation financière : Quelles influences sur les décisions financières des citoyens marocains ?", a été élaboré par le Dr. Khaoula Benayad et le Dr. Mohammed Rachid Aasri.

Ces travaux de recherche ont pour objectif principal d'évaluer le niveau d'éducation financière au sein de la population marocaine. Parallèlement, ils cherchent à examiner l'impact de l'éducation financière sur les comportements financiers des ménages, notamment en ce qui concerne les décisions budgétaires, l'épargne et l'investissement.

Les conclusions de ces études convergent avec les observations émises par Bank Al-Maghrib, attestant d'un niveau d'éducation financière relativement faible parmi les Marocains. De manière significative, ces recherches établissent une corrélation positive entre un niveau d'éducation financière élevé et des décisions financières plus éclairées, rationalisant ainsi les choix budgétaires, les pratiques d'épargne et les stratégies d'investissement. Ces résultats soulignent l'urgence et la pertinence d'intensifier les efforts en matière d'éducation financière

afin de favoriser des décisions plus judicieuses au sein de la population marocaine. Une approche holistique et adaptative semble ainsi nécessaire pour surmonter les défis actuels liés à la compréhension des concepts financiers et à la prise de décisions éclairées.

Environ 29,60% des participants ont donné la bonne réponse à la question sur les intérêts composés, 38,69% ont démontré une compréhension de l'impact de l'inflation sur leur pouvoir d'achat, et 30,66% ont réussi à classer correctement les placements financiers en fonction de leur niveau de risque. Dans l'ensemble, seulement 9,09% des individus ont répondu correctement à toutes les questions posées.

8. Méthodologie de recherche

Cette section vise à établir le cadre méthodologique dans lequel la recherche est menée, en détaillant la stratégie mise en place pour collecter les données.

8.1 Data et sources de données

8.1.1 Population cible

L'échantillon sélectionné pour l'enquête doit être représentatif de la population adulte du pays. Pour permettre l'établissement de comparaisons internationales, l'enquête doit cibler des adultes âgés de 18 à 79 ans. En cas de participation de répondants plus jeunes ou plus âgés, la taille de l'échantillon devra être accrue en conséquence, en vue de garantir un échantillon suffisamment large de personnes correspondant à la définition de la population cible internationale. Dans les pays où il n'est pas habituel pour les personnes de 79 ans de participer à des enquêtes, la limite d'âge devrait être fixée à 69 ans, conformément aux tranches d'âge recommandées pour les analyses.

8.1.2 Méthodes de collecte des données

Les entretiens par téléphone ou en face à face devraient être privilégiés pour éviter tout problème lié à de faibles compétences en littératie. Une combinaison de différentes méthodes est également possible. Dans ce cas, les méthodes à employer peuvent être déterminées dans l'ensemble des données et prises en compte lors des analyses. À l'heure de choisir la méthode de collecte des données, les pays et institutions en charge de la mise en œuvre de l'enquête devraient tenir compte des éventuelles restrictions en matière de contacts physiques en raison de la pandémie de COVID-19.

8.1.3 Taille minimum de l'échantillon

La capacité de description d'un échantillon n'est pas nécessairement corrélée à la taille de la population échantillonnée. Toutefois, pour des comparaisons internationales et une analyse précise des données nationales en fonction de variables sociodémographiques importantes telles que le sexe et l'âge, il est recommandé d'envisager une taille d'échantillon minimal efficace d'environ 1 000 participants par pays.

Pour obtenir un échantillon final de 1 000 participants, il est généralement nécessaire de commencer avec un échantillon de départ plus grand, par exemple, environ 1 700 personnes à contacter. Cela permet de compenser les refus, les non-réponses et les critères de sélection spécifiques.

Avec un échantillon final de 1 000 participants, une enquête qui vise un niveau de confiance de 95 % sur un résultat de 50 % (par exemple, une répartition égale entre deux réponses possibles) conduira à un intervalle de confiance de 47 % à 53 %. Cela signifie que dans le cas d'un échantillonnage aléatoire, on peut être confiant à 95 % que la vraie proportion dans la

population se situe quelque part entre 47 % et 53 %. Ce niveau de précision est considéré comme acceptable dans de nombreuses études de recherche et enquêtes.

8.2 Modèle de recherche

Dans le cadre de notre étude, nous avons élaboré un modèle de recherche visant à explorer les relations entre l'éducation financière et divers aspects du comportement financier des citoyens marocains. Nous avons formulé les hypothèses suivantes :

- **Hypothèse 1 :** Les niveaux des connaissances financières des citoyens marocains sont assez restreints.
- **Hypothèse 2 :** Le niveau de compétences financières des citoyens marocains est assez modeste.
- **Hypothèse 3 :** Le niveau d'attitudes financières des citoyens marocains est plutôt limité.
- **Hypothèse 4 :** Le niveau d'éducation financière des citoyens marocains est relativement bas.

8.3 Méthodologie de traitement des données collectées

Pour analyser et interpréter le contenu de notre questionnaire, nous avons utilisé le logiciel IBM SPSS Statistics version 23. Ce choix s'est avéré essentiel pour traiter les données collectées de manière efficace et rigoureuse. Nous avons structuré nos analyses en regroupant les questions en quatre thèmes distincts : le niveau d'éducation des citoyens marocains, la planification budgétaire, l'épargne et les décisions d'investissement.

Initialement, nous avons évalué le niveau d'éducation financière des Marocains en nous appuyant sur le modèle de l'OCDE. Cette approche nous a permis de situer et de comprendre le degré de compréhension et de compétence des répondants en matière de gestion financière, conformément aux normes et standards internationaux.

9. Résultat et discussion

Nous examinerons en détail les résultats obtenus pour chaque catégorie du questionnaire, notamment les scores relatifs aux connaissances financières, aux comportements et attitudes financières. Enfin, nous présenterons le score global obtenu par les citoyens marocains, offrant ainsi une vue complète et nuancée de leur niveau de compétence en matière financière. Cette approche segmentée permettra une analyse approfondie des différentes facettes de la littératie financière de la population, facilitant ainsi une compréhension plus précise des forces et des domaines d'amélioration potentiels.

9.1 Le score obtenu pour les connaissances financières

Les résultats de l'évaluation du niveau des connaissances financières, conforme aux normes de l'OCDE, où les scores sont évalués sur une échelle de 0 à 7. Au sein de l'échantillon marocain, le score moyen s'est établi à 3,49 sur 7, dépassant légèrement la moyenne générale. Ce résultat correspond à un taux de réussite de 49,82 %.

L'analyse approfondie révèle des variations dans les performances des participants pour chaque question. Pour la première question concernant l'inflation, le taux de réussite était de 38,47 %, illustrant une compréhension partielle de ce concept. En revanche, la deuxième question portant sur les intérêts du prêt a enregistré un taux élevé de 81,11 %, indiquant une solide compréhension de ce domaine financier spécifique.

La troisième question, portant sur un autre aspect financier, a obtenu un taux de réussite de 51,39 %. Cependant, la quatrième question sur les intérêts composés a révélé un taux de réussite

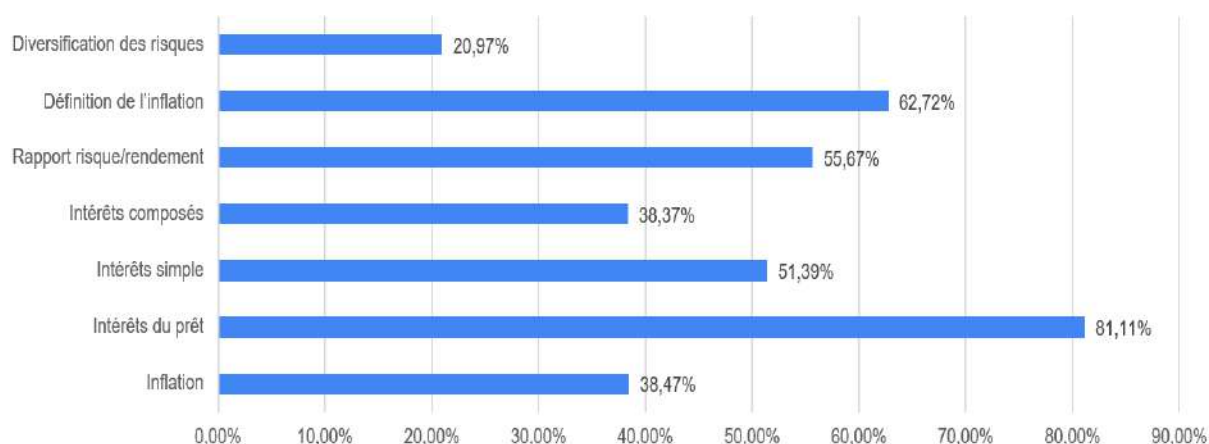
plus bas, soit 38,37 %, suggérant une compréhension relativement moindre de cette notion plus complexe.

En ce qui concerne les questions cinq et six, axées respectivement sur le rapport risque-rendement et la définition de l'inflation, les taux ont été de 55,67 % et 62,72 % ont été observés, indiquant une compréhension robuste de ces concepts financiers.

Finalement, la septième question sur la diversification des risques a présenté un taux de réussite de 20,97 %, soulignant un besoin potentiel d'approfondir la compréhension de ce concept spécifique. Cette analyse détaillée permet de mieux saisir les nuances de la compréhension financière au sein de l'échantillon, soulignant les points forts et les domaines nécessitant une attention particulière dans le cadre de futures initiatives éducatives.

Ci-dessous une représentation graphique de la répartition du score par question :

Figure 3 : Pourcentage des participants ayant correctement répondu à chaque question de connaissance financière



Source : Réalisé par les auteurs

9.2 Le score obtenu pour les comportements financiers

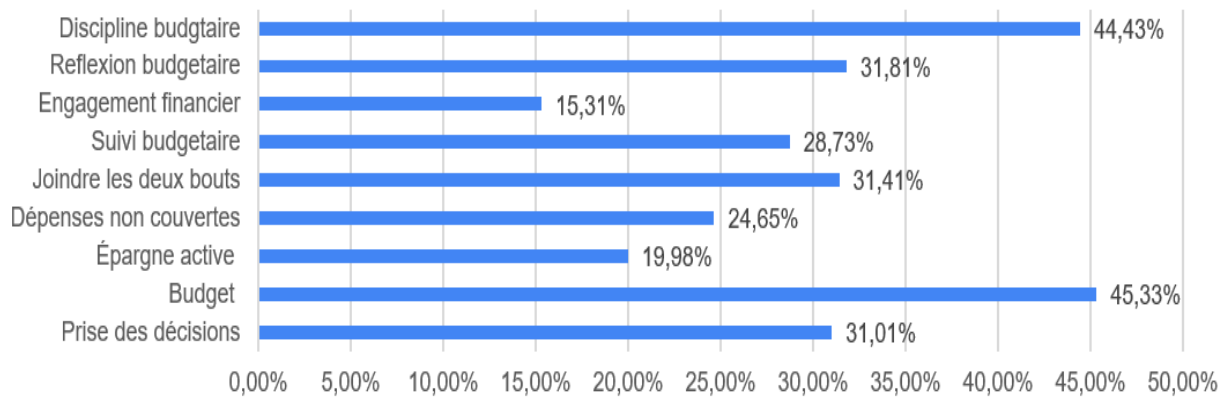
Dans la section suivante, nous explorerons de manière approfondie les résultats de l'évaluation des comportements financiers, conformément aux normes de l'OCDE. Les scores sont évalués sur une échelle de 0 à 9, et au sein de l'échantillon marocain, le score moyen s'est établi à 2,73 sur 9, dépassant légèrement la moyenne générale. Ce résultat correspond à un taux de réussite de 30,30%.

Une analyse approfondie révèle des variations significatives dans les performances des participants pour chaque question. Pour la première question portant sur la prise de décisions, le taux de réussite était de 31,01%, illustrant une compréhension partielle de ce concept. En revanche, la deuxième question concernant la budgétisation a enregistré un taux de 45,33%, tandis que la troisième question, portant sur l'épargne active, a obtenu un taux de réussite de 19,98%. Cependant, la quatrième question sur les dépenses non couvertes a révélé un taux de réussite de 24,65%, suggérant une compréhension relativement moindre de cette notion plus complexe.

En ce qui concerne les questions cinq et six, axées respectivement sur la manière de joindre les deux bouts et le suivi budgétaire, les taux de réussite étaient de 31,41% et 28,73%. La septième question sur l'engagement financier a présenté un taux de réussite de 15,31%, soulignant un besoin potentiel d'approfondir la compréhension de ce concept spécifique. Quant à la huitième question sur la réflexion budgétaire, le score a été de 31,81%. Enfin, la discipline budgétaire a obtenu un taux de 44,43% de bonnes réponses.

Ci-dessous, vous trouverez une illustration graphique de la répartition des scores par question:

Figure 4 : Pourcentage des participants ayant correctement répondu à chaque question des comportements financiers



Source : Réalisé par les auteurs

9.3 Le score obtenu pour les attitudes financières

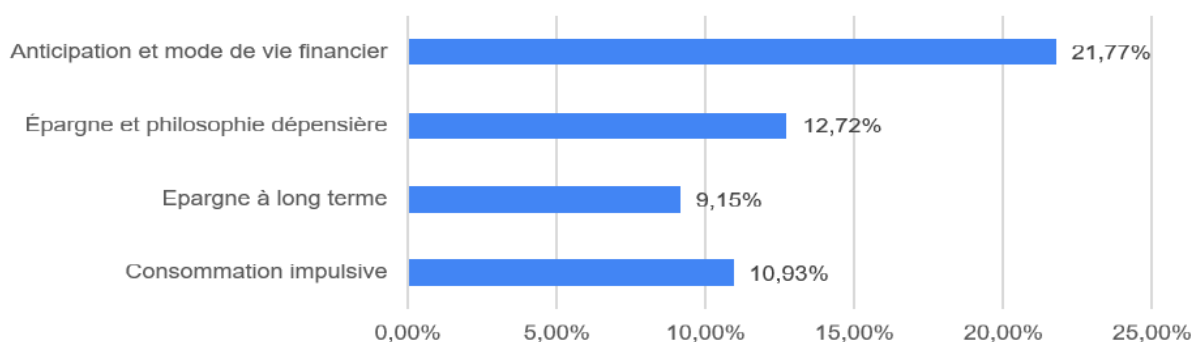
Dans cette partie, nous exposerons en détail les résultats de l'évaluation du niveau des attitudes financières, conforme aux normes établies par l'OCDE, où les scores sont évalués sur une échelle allant de 0 à 4. Au sein de l'échantillon marocain, le score moyen s'est établi à 0,55 sur 4, indiquant un niveau particulièrement faible par rapport à la moyenne générale. Ce résultat se traduit par un taux de réussite de seulement 13,64 %.

Une analyse approfondie révèle des disparités dans les performances des participants pour chaque question. Concernant la première question relative à la consommation impulsive, le taux de réussite était de 10,93 %, reflétant une compréhension limitée de ce concept. En revanche, la deuxième question portant sur l'épargne à long terme a enregistré un taux élevé de 9,15 %, révélant une tendance marquée à éviter l'épargne à long terme.

La troisième question, portant sur l'épargne et la philosophie dépensière, a obtenu un taux de réussite de 12,72 %. Cependant, la quatrième et dernière question, portant sur l'anticipation et le mode de vie financier, a enregistré un taux de réussite plus faible, soit 21,77 %, suggérant une compréhension relativement moins développée de cette notion plus complexe.

Cette analyse détaillée permet une appréciation nuancée de la compréhension financière au sein de l'échantillon, mettant en lumière les points forts et les domaines nécessitant une attention particulière dans le cadre de futures initiatives éducatives. Ci-dessous une représentation graphique de la répartition du score par question

Figure 5 : Pourcentage des participants ayant correctement répondu à chaque question des attitudes financières

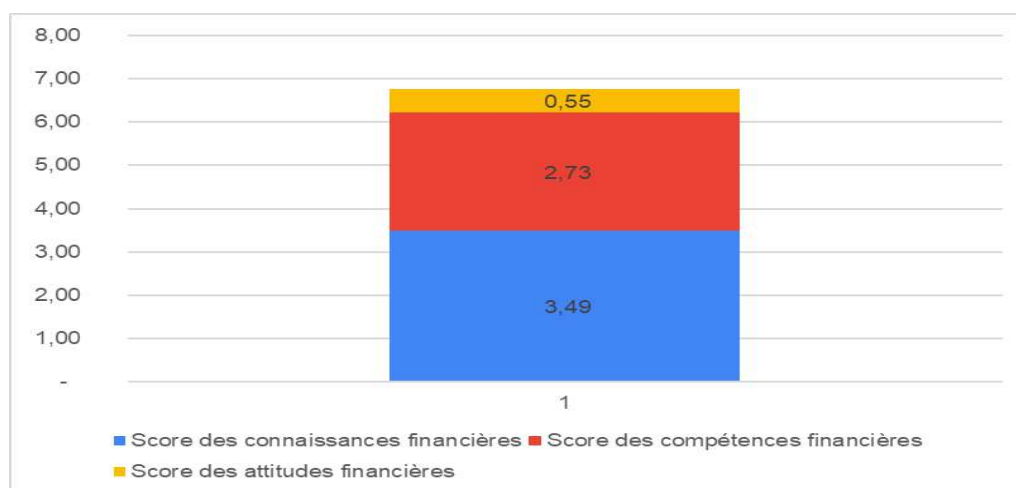


Source : Réalisé par les auteurs

9.4 Le score global obtenu en matière d'éducation financière

Marocains en matière d'éducation financière, représentant ainsi un pourcentage de 34 % de réponses correctes. Il est important de noter que ce pourcentage se situe en dessous de la moyenne de l'OCDE, établie à 67 %. Ces chiffres soulignent la nécessité de renforcer les connaissances financières au sein de la population marocaine pour se rapprocher des normes internationales établies par l'OCDE. Cette disparité souligne également des opportunités d'amélioration significatives dans la compréhension des concepts financiers fondamentaux et suggère des axes spécifiques pour les initiatives d'éducation financière dans le pays.

Figure 6: Score global obtenu en matière d'éducation financière



Source : Réalisé par les auteurs

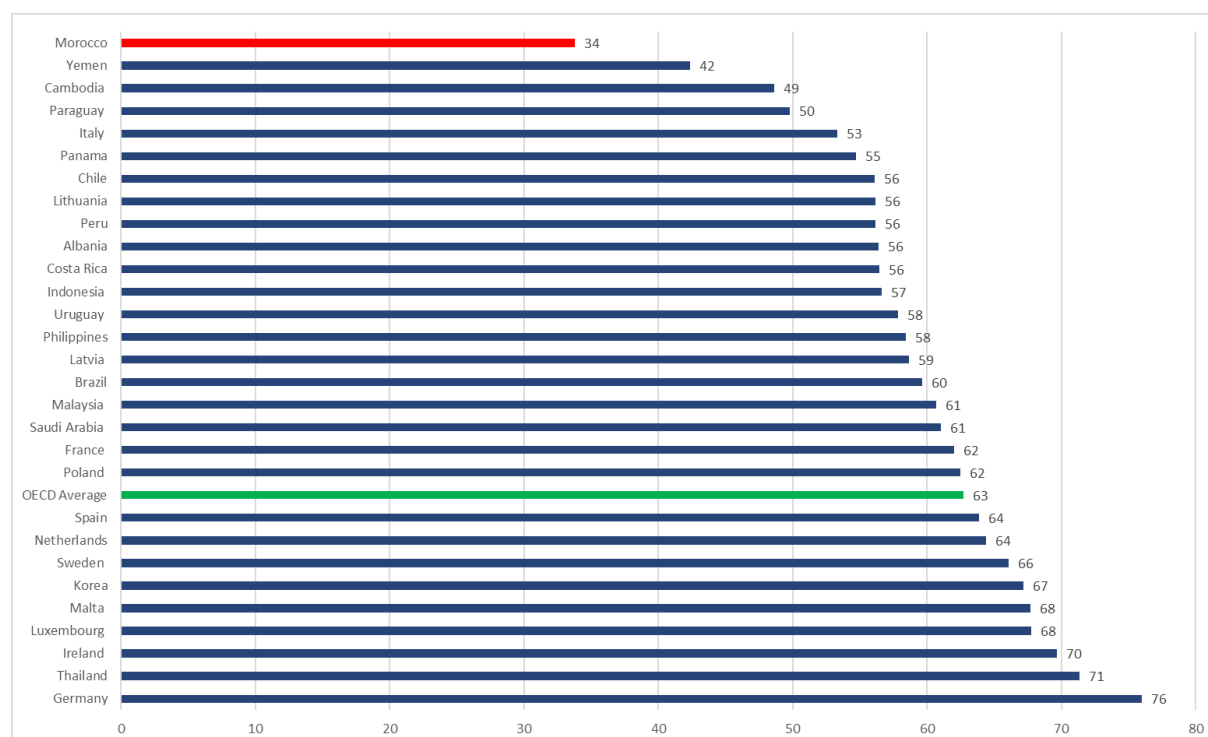
Au niveau mondial, le Maroc affiche des performances relativement modestes en matière d'éducation financière, se classant en bas de l'échelle avec un score de 36%. Cette position est partagée par d'autres pays, tels que les Philippines, le Cambodge et l'Indonésie, qui présentent des scores respectifs de 48%, 42% et 38%. En comparaison, des pays européens comme l'Italie et la Lituanie enregistrent des scores de 53% et 54%, tandis que des pays d'Amérique latine, tels que le Brésil, le Panama et le Paraguay, présentent des scores de 53%, 54% et 56%. Il est notable que le Maroc occupe le devant de la scène en tant que premier pays à entreprendre une telle étude selon les normes de l'OCDE, mettant en lumière son engagement envers l'évaluation et l'amélioration de l'éducation financière au niveau national.

En revanche, les pays affichant des performances exemplaires dans ce domaine incluent l'Allemagne, qui obtient un score de 85%, suivie de près par la Corée du Sud avec un score de 76%, et la Pologne avec un score de 73%. Ces résultats mettent en évidence la diversité des approches et des niveaux de compétence en matière d'éducation financière à l'échelle mondiale, soulignant la nécessité de partager les meilleures pratiques pour renforcer les capacités financières dans les pays concernés.

Le graphique présenté ci-dessous (figure7) offre une représentation visuelle des disparités des scores obtenus par les pays participants à l'étude. Il révèle que la majorité de ces pays se situent en deçà de la moyenne établie par l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). Cependant, quelques nations se distinguent en dépassant cette moyenne, notamment des pays développés tels que l'Allemagne, la Suède et le Luxembourg. Ces pays bénéficient d'un système éducatif robuste qui met l'accent sur l'excellence et l'innovation pédagogique. Ils accordent une importance particulière à la qualité de l'enseignement et à la formation des enseignants, ce qui se reflète dans les performances de

leurs élèves. De plus, ces nations ont mis en place des mécanismes d'accompagnement et de soutien destinés à aider les individus dans leurs prises de décisions financières.

Figure 7 : Score de l'éducation financière - Comparaison internationale



Source : Réalisé par les auteurs

Par exemple, l'Allemagne a mis en œuvre des programmes d'éducation financière dès le plus jeune âge, intégrant des notions de gestion budgétaire, d'épargne et d'investissement dans le curriculum scolaire. La Suède a développé des initiatives de sensibilisation à la finance personnelle à travers des ateliers et des ressources en ligne accessibles à tous. De même, le Luxembourg propose des services de conseil financier gratuits aux résidents afin de les aider à planifier leur avenir financier de manière avisée.

Ces efforts concertés visent à promouvoir la littératie financière et à renforcer la résilience économique des citoyens, contribuant ainsi à une société plus équilibrée et prospère. En investissant dans l'éducation et en fournissant des outils et des ressources pour la prise de décisions financières éclairées, ces pays créent les conditions propices à un développement économique durable et à une meilleure qualité de vie pour leurs habitants.

9.5 Validation des hypothèses de recherche

Nous étudions dans cette partie la validité des hypothèses de recherche

- **Hypothèse 1 : Les niveau des connaissances financières des citoyens marocains est assez restreint.**

La première hypothèse est étayée par l'analyse du niveau de compétence financière des citoyens marocains. Ce niveau est évalué à 3,49 points sur une échelle de 7, ce qui correspond à un taux de bonnes réponses de 49,82 %. En comparaison avec la moyenne de l'OCDE, qui atteint 66,85 %, cette performance révèle un déficit significatif dans la compréhension des concepts financiers au sein de la population marocaine. Cette constatation souligne ainsi l'impératif d'intervenir pour renforcer l'éducation financière et améliorer les compétences en gestion financière au sein de la société.

- **Hypothèse 2 : Le niveau de compétences financières des citoyens marocains est assez modeste.**

La deuxième hypothèse est validée lors de l'examen du score de connaissances financières des citoyens marocains, évalué à 2,73 points sur 9, traduisant ainsi un taux de bonnes réponses de 30,30 %. Cette performance demeure notablement inférieure à la moyenne de l'OCDE, qui est établie à 61,58 %. Cette observation met en lumière une fois de plus une lacune substantielle dans la compréhension des concepts financiers parmi la population marocaine. Elle souligne l'impératif pressant d'intervenir pour renforcer l'éducation financière et encourager une meilleure appréhension des notions associées à la gestion financière.

- **Hypothèse 3 : Le niveau d'attitudes financières des citoyens marocains est plutôt limité.**

La validation de la troisième hypothèse se manifeste lors de l'analyse du score de connaissances financières des citoyens marocains, qui se situe à 0,55 point sur 4, ce qui correspond à un taux de bonnes réponses de seulement 13,64 %. Cette performance révèle une nette disparité par rapport à la moyenne de l'OCDE, établie à 57,98 %. Ces données mettent en exergue une lacune majeure dans la compréhension des concepts financiers au sein de la population marocaine, suggérant une déficience substantielle dans l'acquisition de connaissances financières de base.

Cette observation souligne l'urgence d'initiatives ciblées visant à améliorer l'éducation financière. Il est essentiel de concevoir des programmes éducatifs exhaustifs et accessibles qui permettent aux individus de développer une compréhension approfondie des principes fondamentaux de la gestion financière. De plus, il est nécessaire de promouvoir des efforts visant à sensibiliser la population à l'importance de la gestion financière responsable et à encourager l'adoption de comportements financiers sains. En mettant en place de telles mesures, il est possible d'améliorer de manière significative la compétence financière de la société marocaine et de favoriser une croissance économique durable et équilibrée.

- **Hypothèse 4 : Le niveau d'éducation financière des citoyens marocains est relativement bas.**

La quatrième et dernière hypothèse est validée lors de l'analyse du score global de connaissances financières des citoyens marocains, qui se chiffre à 6,76 points sur 20, ce qui équivaut à un taux de bonnes réponses de 30,80 %. Cette performance demeure significativement inférieure à la moyenne de l'OCDE, établie à 62,70 %. Cette observation met en lumière une lacune importante dans la compréhension des concepts financiers parmi la population marocaine. Cela souligne l'impératif d'agir rapidement pour renforcer l'éducation financière et promouvoir une meilleure compréhension des principes de gestion financière parmi les citoyens. Il est crucial de mettre en place des programmes éducatifs complets et accessibles, ainsi que des initiatives de sensibilisation qui visent à doter les individus des compétences nécessaires pour prendre des décisions financières éclairées et responsables. En s'attaquant à cette lacune avec diligence, il est possible de favoriser un développement économique durable et de renforcer la stabilité financière au sein de la société marocaine.

10. Conclusion

Dans notre exploration de la notion d'éducation financière, nous avons scruté son essence, laquelle englobe un ensemble de connaissances, de compétences et de comportements essentiels à une gestion financière avisée. En parallèle, nous avons étudié les fondements théoriques de cette discipline à travers les théories classiques de l'épargne et le paradigme comportemental,

qui offrent des perspectives complémentaires sur les choix financiers individuels. L'évaluation de l'éducation financière repose sur des méthodes standardisées visant à mesurer ces connaissances et compétences. Par ailleurs, une analyse comparative de l'éducation financière à l'échelle internationale révèle des disparités entre les pays, avec les normes de l'OCDE servant de référence.

Les données empiriques confirment une nette insuffisance du niveau d'éducation financière au Maroc par rapport à la moyenne observée au sein de l'OCDE, soulignant ainsi l'impératif d'interventions immédiates. Les théories classiques de l'épargne et le paradigme comportemental fournissent un cadre interprétatif pour ces résultats, mettant en exergue la nécessité de programmes éducatifs adaptés.

Cette différence entre le niveau d'éducation financière des Marocains et les standards de l'OCDE met en évidence le besoin accru d'investissements dans ce domaine ainsi que la nécessité de programmes spécifiquement conçus pour le contexte marocain, visant à promouvoir une gestion financière plus éclairée. Malgré ces constats, certaines limites, telles qu'un échantillon restreint et des difficultés de compréhension des questions par les participants, ont été identifiées, soulignant ainsi la nécessité de recherches futures plus approfondies pour une compréhension globale de l'éducation financière au Maroc.

Pour remédier à cette situation, il est recommandé de mettre en place des programmes éducatifs ciblés, de renforcer la sensibilisation à l'importance de la gestion financière et d'encourager la participation à des initiatives d'éducation financière à tous les niveaux de la société.

Références

- (1). **Akerlof, G. A. (1991)**, Procrastination and obedience. *The American Economic Review*, 81(2), 1–19.
- (2). **Alba, J. W., & Hutchinson, J. W. (2000)**, Lichtenstein, Fischhoff, & Phillips, 1982; Yates, 1990.
- (3). **Arrondel, L. (2015)**, L'épargnant entre raison et passion. *Revue du Conseil Scientifique de l'AMF*, 2.
- (4). **Banks, J., O'Dea, C., & Oldfield, Z. (2011)**, Cognitive function, numeracy and retirement saving trajectories. *The Economic Journal*, 120(548), F381–F410.
- (5). **Bucher-Koenen, T., & Lusardi, A. (2011)**, Financial literacy and retirement planning in Germany. *Journal of Pension Economics and Finance*, 10(4), 565.
- (6). **Fornero, E., & Monticone, C. (2011)**, Financial literacy and pension plan participation in Italy. *Journal of Pension Economics and Finance*. Guiso, L., & Sodini, P. (2012). Household finance: An emerging field. CEPR Discussion Paper No. DP8934.
- (7). **Hung, A. A., & Yoong, J. K. (2010)**, Asking for help: Survey and experimental evidence on financial advice and behavior change. RAND Labor and Population Working paper series
- (8). **Kahneman, D., & Tversky, A. (1974)**, Judgement under uncertainty: heuristics and biases. *Science*, 185(4157), 1124–1131
- (9). **Kahneman, D., & Tversky, A. (1979)**, Prospect theory: an analysis of decision under risk. *Econometrica*, 47(2), 263–292.
- (10). **Laibson, D. (1997)**, Golden eggs and hyperbolic discounting. *The Quarterly Journal of Economics*, 112(2), 443–478
- (11). **Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2011)**, Financial literacy around the world: An overview. *Journal of Pension Economics and Finance*, 10, 497–508
- (12). **Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (Eds.). (2011)**, Financial literacy: Implications for retirement security and the financial marketplace. Oxford University Press

- (13). **Merton, R. C. (1969)**, Lifetime portfolio selection under uncertainty: The continuous-time case. *The Review of Economics and Statistics*, 51(3), 247–257.
- (14). **Modigliani, F. (1986)**, Life cycle, individual thrift and the wealth of nations. *American Economic Review*, 76(3), 297–313.
- (15). **Mullainatham, S., & Thaler, R. H. (2000)**, Behavioral economics. NBER Working Paper 7948.
- (16). **OECD. (2006)**, Synthèses: L'importance de l'éducation financière. Editions: OECD.
- (17). **OECD. (2020)**, Enquête internationale OCDE/INFE 2020 sur la culture financière des adultes.
- (18). **OECD. (2020)**, OECD/INFE Toolkit for Measuring Financial Literacy and Financial Inclusion.
- (19). **OECD. (2023)**, Enquête internationale OCDE/INFE sur la culture financière des adultes.
- (20). **Shiller, R. (2008)**, The subprime solution. Princeton University Press.
- (21). **Sunstein, C. R., & Thaler, R. H. (2008)**, Nudge: Improving decisions about health, wealth, and happiness. Yale University Press.
- (22). **Van Rooij, M., Lusardi, A., & Alessie, R. (2011)**, Financial literacy and stock market participation. *Journal of Financial Economics*, 101(2), 449–472.